

## 12 Débats

## L'espoir gâché des Américaines

Hillary Clinton est à la peine. La battante Elizabeth Warren doit regretter amèrement d'avoir cédé la priorité à l'«héritière naturelle»

**EN TÊTE** Hillary Clinton reviendra peut-être à la Maison-Blanche. Mais dans quel état! La panique gagne le Parti démocrate devant la marée trumpesque qui frôle la cote d'alerte. La candidate n'a plus d'allant. Elle semble traîner derrière elle un lourd fardeau qui la freine et la fait trébucher. Et ce passif occulte sa voix. Que propose-t-elle pour l'emploi, contre le terrorisme, demande un de ses partisans, inquiet, dans une lettre au *New York Times*? «On ne sait pas très bien», alors que les solutions de Trump, ajoute-t-il, même folles, sont bien connues: traités déchirés, mur à la frontière...

Exigence excessive, parce qu'il s'agit d'une femme? Encore le plafond de verre? Même pas. Un récent sondage montre qu'une grande majorité d'Américains, hommes et femmes, souhaitent une présidente. Mais la moitié d'entre eux ajoutent: pas elle.

Alors qui? La question vient trop tard, bien sûr. Le Parti démocrate avait pourtant une candidate qui ne suscite pas tant d'hostilité, et que The Donald avait toutes les raisons de redouter, parce que cette femme sait parler mieux que lui à ses électeurs enragés contre «le système».

Mais Elizabeth Warren n'a pas voulu. Sans doute par révérence pour la Dame de Chappaqua (résidence des Clinton), qui apparaissait, après son passage au Sénat et au Département d'Etat, comme l'héritière naturelle.

**Depuis quatre ans, sa voix est l'une des plus fortes, des plus redoutées, et la moins politicienne du Sénat**

Retenue funeste: la manière dont se sont déroulées les primaires démocrates a dû lui faire regretter cette trop timide politesse.

Souvenir. 2012, grand auditorium de l'Université du Massachusetts, à Lowell. Elizabeth Warren défie sur la scène Scott Brown, sénateur sortant et républicain du Tea Party. Brown



Elizabeth Warren a été la première de sa famille à entrer à l'université, devenant une référence en droit des faillites. (CAROLYN KASTER/KEYSTONE)

cherche à déstabiliser sa concurrente en l'accusant d'avoir abusé de sa lointaine ascendance cherokee pour faire carrière à Harvard. Warren rit du sot, et parle des préoccupations des Américains encore secoués par le cataclysme financier de 2008. Quinze jours plus tard, Elizabeth Warren avait récupéré au Congrès le siège qui avait été celui d'Edward Kennedy jusqu'à sa mort. Et, depuis quatre ans, sa voix est l'une des plus fortes, des plus redoutées, et la moins politicienne du Sénat.

Elle n'est pas née avec une cuillère d'argent dans la bouche. Quand le père Warren, concierge à Oklahoma City, a perdu son travail, Elizabeth a commencé, à 12 ans, à aider la famille par des petits boulots. Première de sa tribu à entrer à l'université, elle est montée par étapes jusqu'à Harvard, devenant dans cette Mecque du savoir la référence en droit des faillites.

Et là, elle a entrepris le procès de la loi américaine qui permet aux entreprises de lessiver leur mauvaise gestion, et aux salariés qui tombent malades ou perdent leur emploi d'être dépouillés en douceur. La débâcle bancaire de 2008 est arrivée comme la pire

des confirmations de ce qu'elle prétendait. Des centaines de milliers de petits emprunteurs, salariés souvent appâtés par les «subprime», perdaient leur logement, pendant que l'Etat, affolé, renflouait les banques.

Il ne suffisait plus d'enseigner, il fallait agir. Elizabeth Warren a conçu le modèle d'un organisme fédéral de protection financière des consommateurs, et elle a fait le siège du nouvel élu, Barack Obama, pour en faire une loi, malgré la résistance de Wall Street. Quand le bureau a finalement vu le jour, elle aurait dû tout naturellement en prendre la direction. Mais cette fois, le président a cédé devant la furieuse opposition des banquiers.

C'est à ce moment-là qu'Elizabeth Warren a décidé de mener son combat au niveau supérieur, au Congrès: ce système global biaisé, qui permet aux fortunés d'engraisser pendant qu'une majorité piétine ou s'appauvrit, doit être réformé. Et il faut voir cette sage universitaire à lunettes, devant des salles compactes, défier les puissants avec une sorte de bonne humeur rageuse, un mélange de colère souriante et d'optimisme sur la capacité, en politique, à agir.

L'élite, les petits... A vrai dire, c'est aussi le fonds de commerce de Donald Trump. Mais le point de vue n'est pas le même, et c'eût été un duel fascinant: cette fille de concierge demandant des comptes à un héritier milliardaire dont la carrière a semé sans frais les abus et les débâcles. Mais Elizabeth Warren n'a pas voulu. Elle a sans doute dû avoir un peu de nostalgie en voyant le vieux sénateur militant Bernie Sanders reprendre son discours devant des foules subjuguées.

Quand il s'est agi de choisir une colistière, Hillary Clinton a songé à sa non-rivale. Mais un ticket de deux femmes, ce n'était pas possible. Alors, bonne pâte, Elizabeth Warren bat la campagne pour soutenir la Dame de Chappaqua, cette candidate qui a approuvé la guerre en Irak avant de la condamner (comme Trump), qui a voté en 2006 les crédits pour construire une barrière à la frontière mexicaine (avant le mur de Trump), qui fréquente davantage les salons des banquiers donateurs que les banlieues dévastées de Detroit, et dont le mari fut président. Pour l'aider à revoir la Maison-Blanche. Peut-être. ■

ALAIN CAMPIOTTI

## La Suisse est isolée, vraiment?

**LA CHRONIQUE** La Suisse est isolée, de plus en plus isolée. Elle ne sait pas se faire des amis et n'en compte guère à son actif. Lorsqu'elle est attaquée, elle est seule pour faire face à ses soucis. D'ailleurs, soit on ignore qui elle est (Sweden? Swaziland? No, Switzerland!) soit, quand on le sait, on la déteste (trop prospère, trop profiteuse, trop propre sur elle). Il faut qu'elle entreprenne quelque chose pour que cela change... Voilà ce qu'on ne cesse de lire dans nos journaux et d'entendre sur nos ondes.

Un syndrome du repli aurait ainsi frappé la Suisse depuis vingt ans au moins. Sur quoi repose cette assertion?

Sur un repli économique? Non, car la Suisse compte un très grand nombre d'interlocuteurs commerciaux. Elle achète un peu partout dans le monde mais elle exporte encore plus, sa balance commerciale étant chroniquement positive.

L'UE qui absorbait 63% de ses exportations en 2005 est tombée à 43% en 2015 tant les entreprises helvétiques se sont fait des amis ailleurs. Et encore, une fois le Brexit effectif, la prépondérance de l'Union diminuera car, sans la Grande-Bretagne, sa part aurait été de 39% en 2015.

Désormais, la lointaine Asie pèse autant avec 38%, la Chine (avec laquelle elle a signé des accords), Hongkong et l'Inde étant là-bas ses principaux interlocuteurs. L'Amérique du Nord n'absorbe que 12% de ses exportations, les 7% restants se partageant entre plusieurs nations moins stratégiques. La Suisse du repli n'est donc en tout cas pas la Suisse économique.

**Alors, si nous n'avons pas d'amis, c'est sans doute parce que nous ne sommes pas généreux, comme tous les riches.** Pourtant, en 2015, les Suisses ont donné 1,8 milliard de francs pour des œuvres de bienfaisance, 100 millions de plus qu'en 2014!

La part privée, vous et moi, atteint 720 millions, ce qui représente quand même 314 euros par ménage donateur contre 240 euros aux Belges qui, eux, ont pourtant beaucoup d'amis! En Europe, nous tenons la 2e place avec 70% de donateurs, après les Pays-Bas et ex aequo avec la Pologne. Nos grands voisins, qui ne sont pas isolés du tout, viennent loin derrière (France 49%, Allemagne 33%, Italie 30%). Ce n'est donc pas là que la chatte a mal au pied.

Notre isolement ne provient pas non plus des tares de notre enseignement. Nos hautes écoles sont pleines d'étrangers friands de venir s'y instruire, ce qui fait quantité de copains à nos potaches autochtones. Notre formation professionnelle intéresse tellement de par le monde que nous expliquons à l'Inde, à la Slovaquie, à Chypre ou au Gabon comment s'y prendre pour en implanter les principes chez eux.

**Si ce n'est pas à ce niveau qu'on nous snobe, serait-ce que nous ne serions pas accueillants?**

Possible, même si les soucis de notre tourisme tiennent plus au franc fort qu'à la beauté de nos sites. Enfin, le nombre d'entreprises multinationales qui s'installent sur notre sol, mais aussi les structures sportives, les institutions et les ONG, démontre que la Suisse est une terre d'implantation privilégiée pour le reste du monde. Reste du monde qui accueille aussi volontiers les Helvètes, toujours plus nombreux à aller voir si l'herbe est plus verte ailleurs (762 000 Suisses de l'étranger en 2015). Il faut croire qu'on ne leur crache pas à la figure.

A vrai dire, notre solitude ressemble plutôt à la place du marché! Alors, vous l'aurez compris, l'isolement de la Suisse tiendrait à son particularisme politique, plus précisément à sa non-appartenance à l'Union européenne.

Pourtant, elle aime l'Europe, continent auquel elle se sent appartenir culturellement et géographiquement, et avec lequel elle partage trois langues nationales. Mais elle n'aime pas la construction européenne, qui ne répond pas aux principes fédéralistes et démocratiques qui lui sont chers. Sous cet angle, et celui-ci seulement, elle revendique et assume sa pseudo-solitude, n'en déplaît aux tenants d'une adhésion à laquelle le peuple rechigne. ■

MARIE-HÉLÈNE MIAUTON  
mh.miauton@bluewin.ch



## L'économie du futur sera verte

**OPINION** L'initiative populaire fédérale «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)» a deux mérites. D'une part, elle lance un débat dont l'économie helvétique a besoin pour se développer et assurer sa viabilité à l'horizon 2050 – qui peut paraître encore loin aux personnes souffrant de myopie, mais qui, en réalité, laisse peu de temps à l'ensemble de ses parties prenantes pour entamer le virage dont il est urgemment question. D'autre part, elle contribue à faire comprendre qu'il est non seulement possible mais également nécessaire, pour la population suisse, de faire la transition vers un système économique compatible avec l'environnement.

Il s'agit de sortir du fonctionnement linéaire de notre système économique, qui utilise les ressources naturelles comme s'il s'agissait d'un intrant quelconque dans les activités de production, pour mettre sur pied une économie circulaire, où ces ressources sont préservées pour le bien commun.

La Suisse a pris du retard dans ce domaine, comme le témoigne le fait qu'il n'est pas possible de disposer de données fiables et récentes sur l'évolution de l'économie verte par rapport à la dynamique

du système économique national dans son ensemble.

Cela est d'autant plus lamentable que ces données existent pour les pays membres de l'Union européenne et montrent de manière évidente depuis le début de ce siècle que l'économie verte crée bien davantage de places de travail et contribue davantage à la croissance du produit intérieur brut (PIB) que les autres activités économiques.

Ce retard de la Suisse est vraisemblablement dû à la pensée dominante en économie, qui néglige, voire ignore, l'importance essentielle du capital naturel pour le développement durable et le bien-être de l'ensemble de la population au plan national comme au niveau mondial.

Selon cette vision – devenue une véritable pensée unique – il n'y aurait qu'un seul type de capital dont il s'agit de tenir compte dans les choix de production, à

**Ce retard de la Suisse est vraisemblablement dû à la pensée dominante en économie**

savoir, le capital privé instrumental, qui existe sous la forme des machines et des équipements utilisés au sein des entreprises pour produire toute sorte de biens ou services.

Le capital naturel serait alors simplement un intrant que l'on peut partiellement substituer par du capital instrumental, si tous les profits obtenus par l'utilisation des ressources naturelles sont investis afin de produire des machines ou des équipements censés ne pas restreindre les opportunités économiques des générations futures.

Selon cette vision économiste, d'ailleurs, croissance et développement économique sont des synonymes, notamment à la suite du fait que ces deux phénomènes sont appréhendés en termes quantitatifs par le calcul du PIB – dont l'évolution sans cesse positive est le mantra de la politique économique néolibérale censée résoudre toute sorte de problèmes économiques, sociétaux ou environnementaux.

Or, il existe aussi une autre vision de ces problèmes. Celle-ci adopte une approche qu'il est approprié d'appeler «systémique», c'est-à-dire qui considère le système économique dans son ensemble et le situe au sein de la société, elle-même insérée à part entière dans le système environnemental.

Selon cette vision, le capital naturel, tout comme le capital privé instrumental, le capital humain ainsi que le capital social, contribuent à produire des biens et services et doit pourtant être considéré avec l'attention qu'il mérite. Cela a d'autant plus d'importance dans les choix économiques de n'importe quel acteur (privé ou public) lorsqu'il s'agit de ressources naturelles non renouvelables dont l'utilisation a alors des conséquences négatives non négligeables pour le bien-être des individus ainsi que pour la société dans son ensemble.

La croissance économique, dès lors, pourrait ne pas être souhaitable en tant que telle, notamment lorsqu'elle comporte la diminution du stock de capital naturel en termes qualitatifs ou quantitatifs.

En conclusion, il est clair désormais que l'économie du futur sera verte ou ne sera pas. Celui qui ne le comprend pas est soit un fou, soit un économiste. ■

SERGIO ROSSI  
PROFESSEUR  
D'ÉCONOMIE  
À L'UNIVERSITÉ  
DE FRIBOURG

